Pour défendre les retraites imposons le partage des richesses !

Janvier 2007
Bulletin de la commission ouvrière de Moselle
http://lcr57.canalblog.com/

Ligue Communiste Révolutionnaire. Porte Paroles: Olivier Besancenot, Alain Krivine, Roseline Vachetta
Sites internet : http://www.lcr-rouge.org & http://besancenot2007.org

Le 4ème rapport du Conseil d'Orientation des Retraites (COR), « Retraites : questions et orientations pour 2008 » vient d'être remis à Villepin. Le COR (instance composée d'experts du patronat et d'organisations syndicales) y constate l'échec de la réforme Fillon de 2003, mais propose de continuer dans la même direction, en pire : allongement de la durée de cotisation et réforme des régimes spéciaux notamment. C'est bien une nouvelle dégradation de la situation des salariés qu'ils veulent imposer avec un 1er objectif : nous convaincre de sa nécessité…

Une retraite décente : un dû

Pour justifier ces nouvelles attaques à venir, le rapport invoque la situation financière, « plus dégradée que prévue », des comptes du régime général de base, en raison principalement du vieillissement de la population et du chômage élevé. Pour faire face au déficit, il préconise l'aggravation des attaques de 2003 : allongement de la durée de cotisation (41 annuités d'ici à 2012 et plus au-delà). Il veut revenir sur le droit à la retraite à 60 ans et invoque le « principe d'équité entre les régimes » pour remettre en cause les régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF-GDF…) qui ne concernent que 5% des retraités.

Rien ne sera réglé. Ces mesures provoqueront une nouvelle baisse des pensions. Les salariés ne pourront, au vu du nombre d'années de cotisation demandées, partir avec une retraite à taux plein. Sous prétexte d'égalité de traitement, le rapport préconise une harmonisation par le bas de tous les régimes de retraite. Le seul but est ici de diviser les travailleurs entre eux : les prétendus privilégiés et les autres.

D'autres solutions sont possibles car la société est assez riche pour payer les retraites pour tous, privé et public, à 60 ans, après 37,5 années de cotisations et avec 75% du dernier salaire.

S'attaquer aux vrais privilèges

Nous allons passer de 12 à 18 millions de retraités. Il faut trouver le financement. C'est parfaitement possible.

Pendant les 45 années de progrès de la protection sociale, la part des

retraites dans la richesse a augmenté de 7 points . Le monde ne s'est pas écroulé. Or c'est une augmentation de cet ordre qui sera nécessaire dans les décennies à venir.

Par notre travail, la société produit 50% de richesses de plus qu'il y a 20 ans. Le profit a augmenté de 100% quand sa part dans les richesses est passée de 30% à 40% ! C'est ici qu'il faut prendre et nulle part ailleurs pour assurer l'équilibre des financements!

Notre lutte doit imposer l'augmentation de la cotisation patronale, en finir avec le chômage de masse, diminuer le temps de travail ! Sarkozy vante le travail et l'effort, suivi en cela par Ségolène Royal. Nous n'aurions pas d'autre choix que de travailler de plus en plus longtemps comme si la société avançait à reculons.

Nous voulons profiter des progrès techniques, des richesses que nous produisons, nous voulons travailler moins et vivre mieux !

C'est possible à condition de s'attaquer au profit !

Un logement pour tous !

La mobilisation initiée par les Enfants de Don Quichotte a obligé le gouvernement à faire un premier pas, en annonçant la création de 27 000 places d'hébergement pour les SDF et un projet de loi sur le droit au logement opposable. Une nouvelle loi, c'est bien mais appliquer celles qui existent déjà ça serait bien mieux.

Prenons la loi de réquisition qui permet à l'Etat de réquisitionner les logements vides : jamais appliquée et pourtant il existe 2 millions de logements vides en France ! La loi qui oblige chaque commune à avoir 20% de logements sociaux, pas appliquée non plus et à commencer par la ville de Sarkozy, Neuilly.

Tout reste à faire tant la question du logement s'est dégradée pour la majorité de la population : exclusions, mal-logement, flambée des loyers et des prix…

Il faudra des moyens à la hauteur des enjeux tant est grand le retard accumulé par les gouvernements successifs dans la mise en place des centres d'hébergement et de réinsertion, qui assurent la dignité des personnes, et dans la construction massive de logements sociaux. Pire, tous les grands programmes de démolition présentés comme des politiques de réhabilitation sont en réalité des outils pour chasser les pauvres de certains quartiers et favoriser la spéculation immobilière.

Rien ne se fera sans une mobilisation forte sur des revendications claires : non aux démolitions subventionnées de logements existants, inéligibilité des maires qui ne respectent pas les 20% de logements sociaux, application des lois de réquisitions !

Halte aux violences faites aux femmes !

Une femme tuée par son conjoint tous les quatre jours, une femme sur dix victime de violences conjugales, 11% des femmes victimes d'agressions sexuelles au cours de leur vie dans tous les milieux sociaux…ça ne peut plus durer ! Ces chiffres soulignent l'urgence de mobiliser les moyens et énergies pour mettre un terme à cette situation.

Par leur luttes, les femmes ont conquis des droits, et ce notamment pour lutter contre les violences. Cependant ces lois sont incomplètes et surtout elles ne sont que peu ou pas appliquées. Ce que nous voulons c'est une loi cadre s'inspirant de la loi espagnole de décembre 2004 contre les violences faites aux femmes et cela dans toutes leurs dimensions : prévention, sanction, accueil et accompagnement des victimes, protection de celles-ci, garantie de leur revenu et de leur droit au séjour, accès au logement. Mais nous voulons plus, il faut prendre en compte l'ensemble de ces violences faites aux femmes, qu'elles soient au sein de la famille, du couple, mais aussi au travail et dans lieux publics ou encore qu'elles soient lesbophobes.

Une politique cohérente de lutte contres les violences sexistes suppose des mesures préventives que ce soit en milieu scolaire, par la lutte contre la publicité sexiste ou des campagnes de sensibilisation visant à décourager la demande pour lutter contre la prostitution. Ce combat nécessite les initiatives de toutes et tous contre l'indifférence, pour la dignité et le respect.

Nous ne laisserons ni Sarkozy ni Royal instrumentaliser la question des violences. Ainsi, il y a quelques jours, Sarkozy a déclaré que le visa serait retiré à tout immigré qui « tient cloîtrée sa femme qui n'apprend pas le français et qui reste enfermée dans l'appartement » puis il a ajouté : « En France, la règle, c'est pas de polygamie, c'est la liberté des femmes, on ne bat pas sa femme, ni ses enfants, on n'impose pas des pratiques sociales, culturelles, sexuelles à sa femme ». Sous couvert de s'inquiéter de la situation des femmes issues de l'immigration, il déverse ses propos racistes en dressant le portrait maléfique de « l'immigré polygame qui bat sa femme ».

Les violences envers les femmes ne sont pas le fait de telles ou telles couches de la société, elles touchent bien au contraire tous les milieux des plus populaires au plus aisés. Un travail d'éducation et de sensibilisation est à faire dans toutes les couches de la société. Ce combat contre les violences est indissociable du combat féministe pour l'égalité des droits, pour légalité des sexes, pour en finir avec les préjugés et l'oppression sexiste.

Si vous souhaitez participer à la campagne pour soutenir notre candidat Olivier Besancenot, n'hésitez pas à nous contacter :lcr57@nomade.fr ou 06/86/27/93/25 et à nous rejoindre lors d'une première réunion du **comité de soutien : vendredi 9 février à 20h** à la maison des associations, 1bis rue du coëtlosquet à Metz

Grand meeting avec Olivier Besancenot à Metz le 12 mars

Arcelor Mittal ne manque pas d'air !

Arcelor Mittal souhaite rejeter plus de CO2 qu'il n'y est autorisé. Pas question de faire les investissements nécessaires pour émettre moins de CO2 ! Pas question non plus d'acheter « le droit de polluer+ » à d'autres qui n'utilisent pas la totalité de leur quota, comme le système cynique le permet. D'ailleurs en 2005, Arcelor avait vendu ses parts pour 28 millions d'euros. Arcelor ne veut tout simplement pas payer et donc fait du chantage, menace de fermer rapidement le site de Florange. En décembre, la fermeture des hauts fourneaux prévue pour 2010 était repoussée à 2015 : preuve que le « cri d'alarme » lancé dans la presse par Arcelor Mittal n'est rien d'autre qu'un grand bluff !

Carling–Sarralbe : la révolte gronde contre TOTAL !

N°1 du CAC 40, presque 15 milliards € de profits en 2006, TOTAL entame avec sa restructuration de Carling (245 suppressions d'emplois) son plan de démantèlement complet de la plate-forme (plus de 900 emplois). Les conséquences seraient dramatiques pour INEOS à Sarralbe puisque cette entreprise de 400 emplois est totalement dépendante de Carling. La direction de TOTAL tente des manœuvres. Les parlementaires semblent s'y prêter et compliquent l'expression de la légitime colère des salariés et de la population. Il y a le feu à la baraque : il y maintenant urgence à agir !

CMU : de nombreux médecins refusent les soins aux plus démunis !

Les personnes aux revenus mensuels inférieurs à 587,16 € peuvent bénéficier de la Couverture Maladie Universelle : gratuité des soins et pas d'avance de paiement. Un scandale a été révélé : 15% des médecins refusent de soigner ces patients, piétinant ainsi le serment d'Hyppocrate ! Interpellé, X. Bertrand, a jugé urgent de confier à l'Observatoire de la pauvreté une étude à ce sujet. Parions que ces médecins n'ont pas grand-chose à redouter du ministre de la Santé.

Répression des militants anti-CPE : dernières nouvelles…

Le 19 janvier, Fouad, militant CNT engagé dans la lutte du printemps, avait à répondre devant le tribunal du blocage des trains en gare de Metz le 30 mars. La SNCF, qui lui réclamait 32 000 € ne s'est finalement pas déplacée…et le procès est renvoyé au-delà des présidentielles. Rappelons qu'ils étaient ce jour-là 800 sur les voies ! Exigeons l'abandon des poursuites à l'encontre de Fouad ainsi que l'amnistie des 8 militants (dont 2 JCR) messins sanctionnés en septembre(300 €).

Le Conseil Régional de Lorraine donne aux riches

Le conseil régional de Lorraine vient d'accorder une subvention de 1,1 million d'euros au groupe ThyssenKrupp présent à Florange et à Fameck. Le groupe annonce un bénéfice annuel de 2,62 milliards d'euros : c'est sûr, il a besoin de 1,1 million financé par nos impôts !

A Batilly, les travailleurs de la Sovab font reculer leur direction.

En 2006 et pour la 2ème année consécutive, la Sovab a produit un nombre record de véhicules alors que dans le même temps les effectifs ont baissé de plus de 600 travailleurs. Début janvier, suite à un « recalcul » des postes de travail sur les chaînes de production et une augmentation de la charge de travail de tous, la grève a éclaté au Montage. La direction a dû négocier avec une forte délégation de grévistes vraiment remontés…et a dû céder et rétablir 5 postes de travail sur les 15 supprimés sur chaque tournée. La lutte a payé !